

Octobre 2012

Contacts :
Frédéric Dabi
Adeline Merceron
Prénom.nom@ifop.com

Observatoire des politiques publiques : ***Les Français et les objectifs du gouvernement*** ***en matière de réduction du déficit public***

Paris
Toronto
Shanghai
Buenos Aires

ifop

Connection creates value

pour

acteurspublics
www.acteurspublics.com

Etude réalisée par l'Ifop pour :

Acteurs Publics

Echantillon :

Echantillon de **995 personnes**, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de l'interviewé) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil :

Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (*CAWI - Computer Assisted Web Interviewing*).

Dates de terrain :

Du 17 au 22 octobre 2012

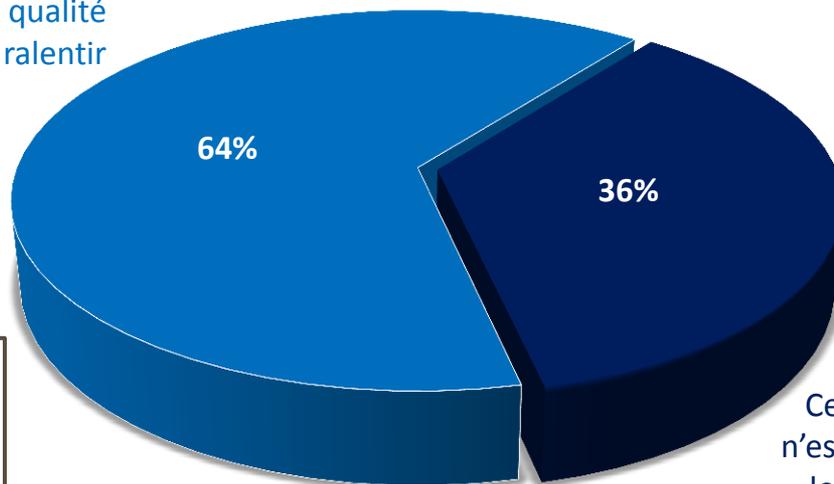
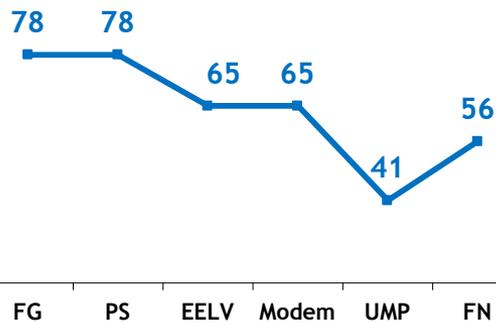
Le jugement à l'égard de l'objectif fixé de 10 milliards d'euros d'économie

Question : Le gouvernement s'est engagé à réaliser 10 milliards d'euros d'économies sur les dépenses de l'Etat en 2013. Avec laquelle des deux phrases suivantes êtes-vous le plus d'accord ?

Cet effort de 10 milliards d'économies d'euros est satisfaisant, il est difficile de faire davantage sans détériorer la qualité des services publics et ralentir l'économie

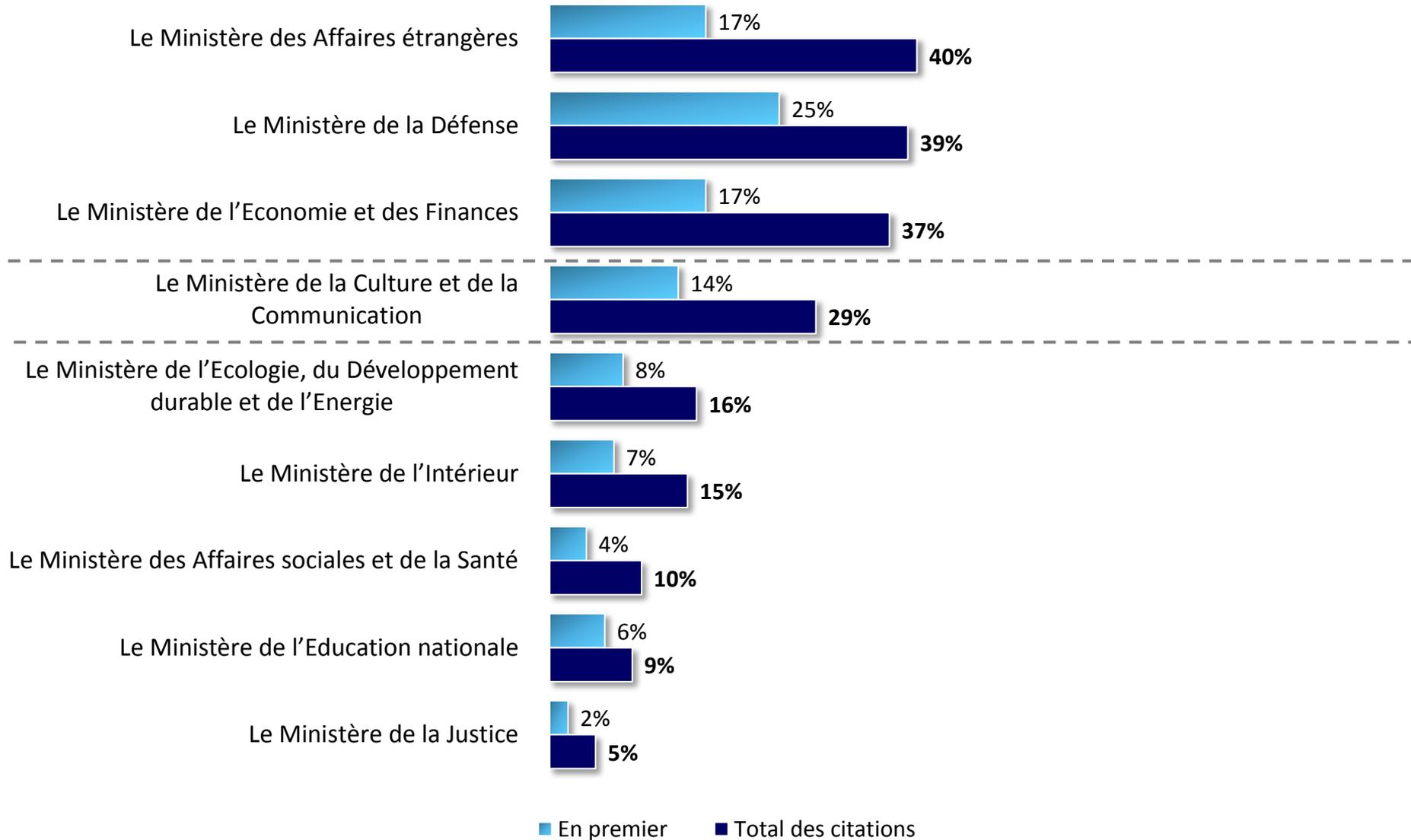


Selon la proximité politique



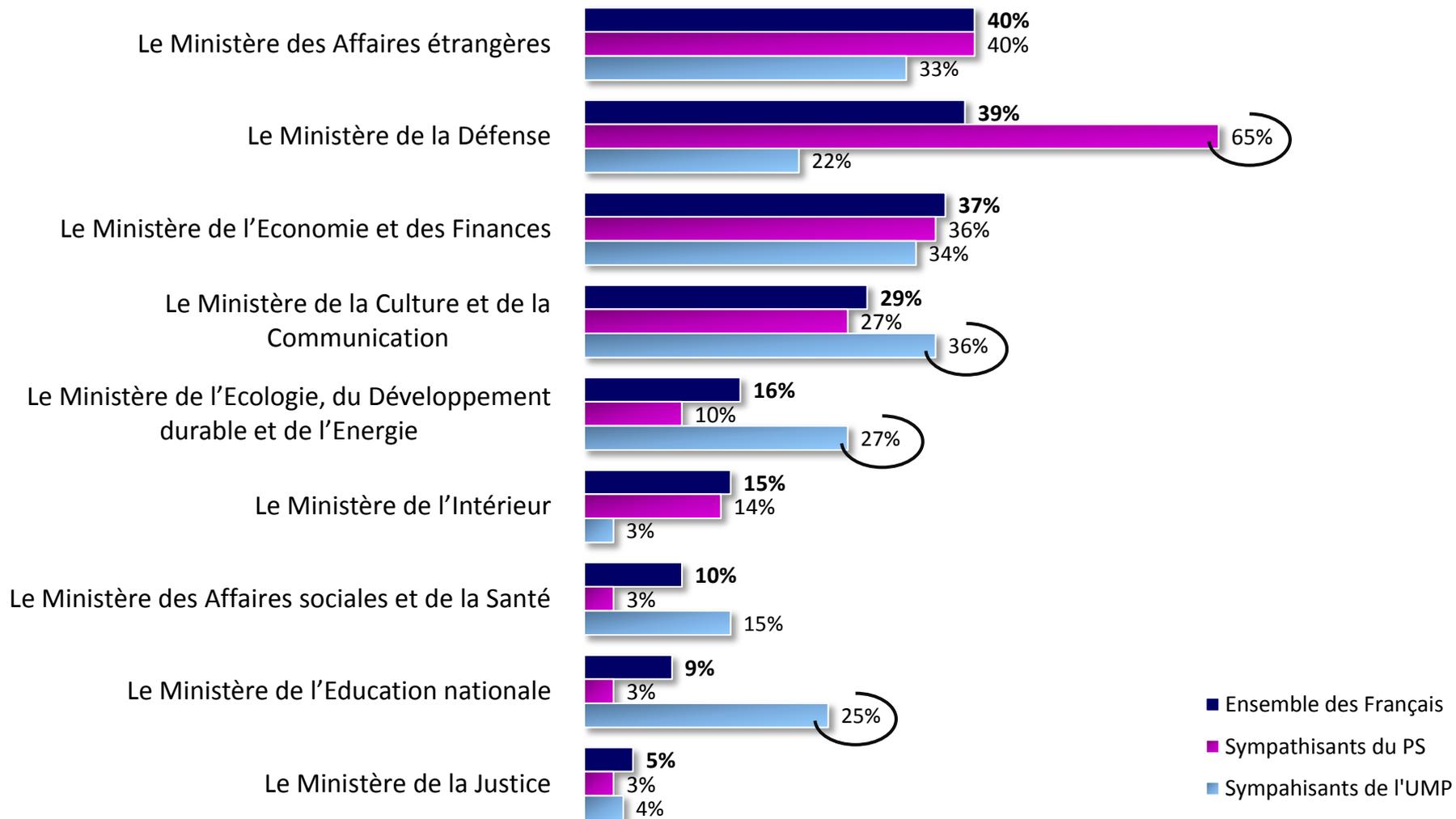
Cet effort de 10 milliards d'économies d'euros n'est pas satisfaisant, il faut aller beaucoup plus loin pour parvenir à l'objectif de 3% de déficit des comptes publics

Question : En matière de dépenses de l'Etat, quel ministère devrait selon vous réaliser le plus d'économie ? En premier ? En second ?



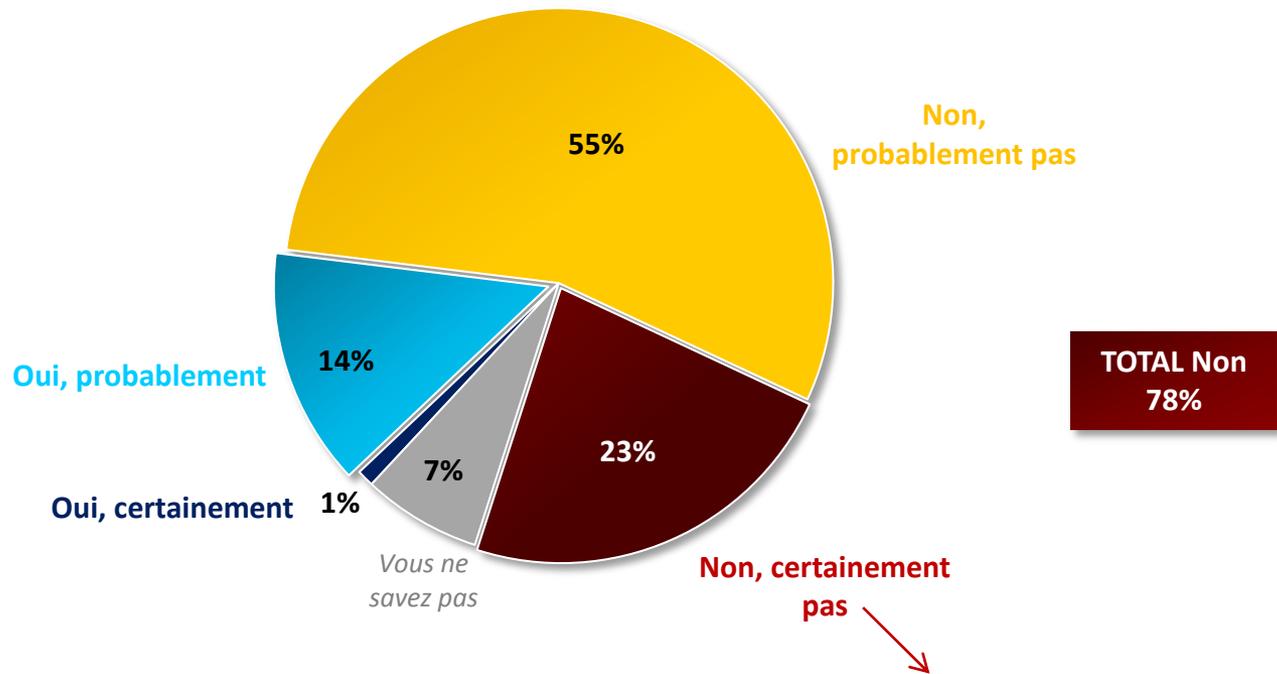
Question : En matière de dépenses de l'Etat, quel ministère devrait selon vous réaliser le plus d'économie ? En premier ? En second ?

Récapitulatif : « Total des citations »

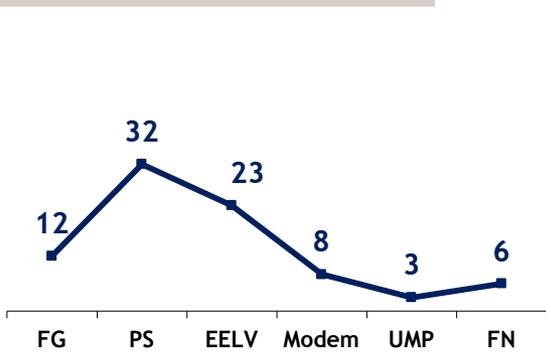


Le pronostic quant à l'atteinte de l'objectif de ramener les comptes publics à 3% du PIB d'ici fin 2013

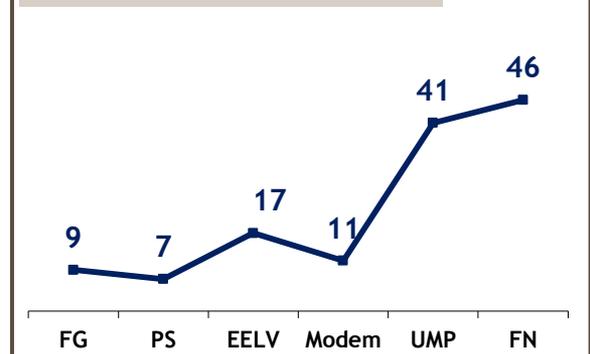
Question : Le gouvernement s'est engagé à ramener les comptes publics à 3% du PIB fin 2013, pensez-vous que cet objectif sera atteint ?



Selon la proximité politique



Selon la proximité politique



Dans la perspective de l'élaboration et du vote du budget pour l'année prochaine, le gouvernement a annoncé un effort budgétaire de 30 milliards d'euros, un engagement inscrit dans le projet de loi de Finances pour 2013 et annoncé par le président de la République le 9 septembre dernier. 20 milliards d'euros seront levés sous forme d'impôts, répartis entre les entreprises (10 milliards) et les ménages (10 milliards également), l'État devant économiser les 10 milliards d'euros restants.

Face à cette annonce, l'Opinion adopte une posture plutôt réaliste voire résignée. En effet, près des deux tiers des Français interrogés dans le cadre de la nouvelle vague d'enquête de l'Observatoire des Politiques Publiques Ifop-Acteurs Publics se déclarent satisfaits d'un tel effort dans la mesure où il leur paraît difficile de faire davantage sans rogner sur la qualité des services publics et ralentir une économie déjà fragile (64%). A l'inverse, plus du tiers des interviewés juge cet engagement insatisfaisant notamment dans l'optique d'atteindre l'objectif fixé de 3% de déficit des comptes publics (36%). Assez logiquement, cette perception à l'égard de cet effort budgétaire fixé sur les dépenses de l'Etat est fortement corrélée à la proximité politique des personnes interrogées, les sympathisants de droite (et notamment ceux de l'UMP) se révélant particulièrement critiques (seuls 41% expriment leur satisfaction à l'égard de cet objectif contre 78% chez les sympathisants socialistes).

Conscients que le fait de réduire davantage les dépenses de l'Etat, au-delà des 10 milliards souhaités, aura des conséquences sur d'autres aspects de la vie publique, plus des trois quarts des Français se révèlent dans le même temps assez sceptiques quant à l'atteinte de l'objectif de ramener le déficit public à 3% du PIB d'ici fin 2013 (78%, dont 23% qui considèrent même que cet objectif ne sera « certainement pas » atteint). On voit peut-être là un élément de fragilisation de l'effort conséquent demandé aux Français. Celui-ci, à défaut d'être soutenu est accepté voire intériorisé. Toutefois se fait jour un déficit dans l'Opinion s'agissant de sa finalité puisque pour elle cet effort n'impactera pas positivement l'autre grand objectif du gouvernement : ramener le déficit public à 3% du PIB.

Parmi les plus optimistes qui expriment leur confiance à l'égard du gouvernement (qui ne représentent au global que 15% des interviewés), les sympathisants socialistes se distinguent en faisant montre d'un soutien conséquent à l'égard de l'action gouvernementale, près des deux tiers considérant que l'objectif sera atteint (32% contre 3% parmi les sympathisants de l'UMP).

A la question des Ministères qui devraient réaliser le plus d'économie, les Français en désignent trois principalement avec des scores assez proches les uns des autres (37% à 40% de citations « au total ») : le Ministère des Affaires étrangères, le Ministère de la Défense et le Ministère de l'Economie et de Finances. Dans un contexte où le retrait des troupes françaises d'Afghanistan est régulièrement évoqué via le prisme financier mettant en avant le coût de ces opérations, la désignation de ce Ministère comme étant l'un des plus à même de devoir faire des économies apparaît peu surprenant. La désignation du Ministère des Affaires étrangères dont l'action a peu d'impacts directs sur le quotidien des Français (du moins dans les perceptions de l'Opinion) apparaît également assez logique.

Si ces trois Ministères concentrent l'essentiel des attentes des Français en matière d'économies à réaliser, il convient de relever qu'à l'opposé, certains domaines d'action apparaissent exemptés, notamment par la nécessité d'y allouer des moyens financiers conséquents à l'image de la Justice, de l'Education Nationale, des Affaires Sociales et de la Santé ou encore de l'Intérieur. Pour ces quatre Ministères, seuls 5% à 15% des Français perçoivent des possibilités de réduction des dépenses.

Cette hiérarchie de « bas de tableau » dessine en creux les attentes de l'opinion publique. La nécessité de réaliser des économies se heurte à deux « lignes rouges » : le régalien (Justice et Sécurité) ainsi que les domaines ministériels intervenant le plus dans le quotidien des Français (Santé et Ecole).